



SANTÉ

La militante anti-amiante raconte son combat en Seine-Saint-Denis

LE LIVRE QU'ELLE VIENT de publier, « la Science asservie » (Ed. La Découverte), est un réquisitoire à l'encontre des industriels qui ont exposé leurs ouvriers à des substances toxiques (*lire ci-dessous*). Le propos est sans concession, à l'image de son auteur. Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé désormais à la retraite, est une militante. Porte-parole de l'association anti-amiante Ban Asbestos, elle fait partie de ceux qui ont brisé le silence autour de l'ancienne usine d'amiante du CMMP à Aulnay-sous-Bois. En 2012, cette petite femme menue aux cheveux argentés avait d'ailleurs refusé la Légion d'honneur que la ministre Cécile Duflot avait demandée pour elle, en pointant le manque de moyens dévolus à la recherche en santé publique.

Avant de diriger le Giscop, groupement scientifique rattaché à l'université Paris XIII-Villetaneuse, Annie Thébaud-Mony est passée par l'Algérie, le Brésil... Mais son travail dans le 93, au début des années 1980, a marqué un tournant. « Au détour d'une enquête sur la tuberculose, j'ai découvert des malades qui souffraient de la silicose ou de l'asbestose (NDLR : *maladies contractées dans le cadre de leur travail*). Or, on ne disposait d'aucune donnée sur les maladies professionnelles. »



Fontenay (Val-de-Marne), en novembre. Désormais à la retraite, Annie Thébaud-Mony reste militante. Elle suit toujours le combat des victimes de l'amiante à Aulnay ou des riverains du fort de Vaujours. (LP/GB)

« On observe le développement de cancers précoces chez des gens beaucoup plus jeunes qu'avant »

Annie Thébaud-Mony

Elle se penche alors sur le sort d'anciens ouvriers marocains, laissés sur le carreau après la fermeture en 1984 d'une fonderie à Bondy. Elle découvre « des situations humaines insupportables ». « Ces gens étaient en mauvaise santé, incapables de trouver un autre travail. Or, on les avait précisément recrutés parce qu'ils étaient solides. Sans travail, ils allaient se retrouver sans papiers. » Au fil du temps, la chercheuse s'ancre dans le 93. « Le conseil général nous a longtemps soutenus dans nos travaux », se souvient-elle.

En 1993, Annie Thébaud-Mony participe à un groupe de travail départemental sur l'inégalité face aux cancers. De 2000 à 2006, elle lance une enquête auprès de 1 300 cancéreux, soignés dans trois hôpitaux : Robert-Ballanger (Aulnay), Avicenne (Bobigny), et l'hôpital intercommunal de

Montfermeil. La reconstitution minutieuse de leurs parcours professionnels aboutit à un constat accablant : 84 % de ces malades ont, au cours de leur vie, été exposés à plus de trois substances cancérigènes. La fermeture des usines signifie-t-elle que le danger a disparu ? « Non », répond-elle sans hésiter : « Le département compte désormais beaucoup de petites entreprises sous-traitantes. On observe le développement de cancers précoces chez des gens beaucoup plus jeunes qu'avant. » Elle raconte ainsi une visite récente au sein d'une entreprise de recyclage de batteries de voitures à Pierrefitte, rappelée à l'ordre par l'inspection du travail : « Les employés désosaient les batteries à mains nues dans un coin de l'atelier... »

Une autre menace subsiste, enfouie dans les sols des friches. Annie Thébaud-Mony reste mobilisée avec les victimes du CMMP et les riverains des villes voisines du fort de Vaujours, qui fut un centre de recherche du Commissariat à l'énergie atomique. Son conseil aux habitants qui s'inquiètent du voisinage d'une friche industrielle : « Avant de faire des études de sol, il faut accéder aux documents retraçant l'histoire du site. S'il est classé, un dossier existe, que ce soit en mairie, aux archives départementales ou au Service technique des installations classées. Cela permet de déjouer les mensonges de l'entreprise polluuse. »

GWENAEL BOURDON

Un livre réquisitoire

Annie Thébaud-Mony retrace dans son livre « la Science asservie » son itinéraire et celui de son compagnon Henri Pézerat, toxicologue et militant communiste mort il y a cinq ans. Elle l'inscrit aussi dans l'histoire de ces scientifiques réfractaires, ces syndicats et associations qui ont mis au jour, surtout dans la deuxième moitié du XX^e siècle, les dégâts réels du plomb, de l'amiante, du nucléaire, en France et ailleurs. A chaque étape, souligne Annie Thébaud-Mony, ces dégâts ont été niés ou minimisés par les industriels et des organismes de recherche qui leur étaient liés. On retient ainsi le minutieux travail du pneumologue américain Irving Selikoff, qui suivit, des années 1960 à 1992, une cohorte de 17 800 ouvriers, pour

démontrer la nocivité de l'amiante. En France, Henri Pézerat, au sein d'un collectif intersyndical, se mobilisa dès les années 1970 face à la présence de la fibre toxique à l'université parisienne de Jussieu. Le couple milita ensuite activement pour l'interdiction de l'amiante, obtenue en 1994. Il épaula aussi les syndicats de mineurs confrontés à la silicose. On aurait tort de penser que ces maladies professionnelles appartiennent au passé. Selon une statistique officielle, le risque pour un ouvrier d'avoir un cancer était quatre fois plus élevé que pour un cadre supérieur en 1984. En 2008, il était dix fois plus élevé. G.B.

« La Science asservie » d'Annie Thébaud-Mony, aux éditions La Découverte, 224 pages, 21 €.